



A quelles semaines seulement de l'élection présidentielle, Christian Penda Ekoka, se désolidarise de Paul Biya

Nommé comme son conseiller technique par Paul Biya lui-même par décret présidentiel en 2010, Christian Penda Ekoka, membre du RDPC ne battra pas campagne pour le compte du candidat sortant pour un septième mandat

Diplôme d'études supérieures de management et d'économie en Business administration de l'université Mac Neal (USA), Christian Penda Ekoka explique au journal Jeune Afrique cette prise de position aussi « retentissante » que « courageuse »

Extrait

Depuis une quarantaine d'années, j'ai été associé à de nombreuses réflexions qui ont abouti à des propositions de réformes majeures. Si elles avaient été appliquées, le sort de notre pays aurait été bien meilleur. J'en ai tiré une conclusion fondamentale : le Cameroun présente des manifestations économiques et sociales (atonie de la croissance, aggravation de la précarité, des inégalités, de la pauvreté et de l'insécurité) d'un mal dont l'origine est profondément politique.

Ce constat a été confirmé par mon expérience dans la consultation internationale, au service de nombreux pays, ainsi que par les conclusions de plusieurs recherches sur les causes de la prospérité et de la pauvreté des nations. Celles-ci ont établi une forte corrélation entre l'architecture des institutions politiques d'un pays, d'une part, et sa dynamique de prospérité, d'autre part.

Ainsi, dans les pays à institutions politiques ouvertes, les dirigeants à tous les niveaux central, régional et local – sont élus par des populations devant qui ils sont comptables de leur gestion.

Ces institutions politiques engendrent des incitations à la performance économique, telles que l'entrepreneuriat, la prise de risque, l'innovation, la créativité, le travail, le mérite, l'excellence...

A l'inverse, dans les pays à institutions politiques monolithiques, fleurissent le clientélisme, le favoritisme, les connivences, les privilèges, la corruption et l'impunité, qui déterminent le choix des dirigeants politiques de manière non transparente.

Ceux-ci ne rendent pas compte aux populations, qui ne sont pas impliquées dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des décisions qui les concernent.

Ainsi, les maux, issus de la sphère politique, contaminent le champ économique, et expliquent les performances économiques et sociales médiocres. Je suis donc porteur, avec des jeunes, d'un projet, d'une vision, d'un mouvement qui visera à changer les mentalités, renforcer les capacités et influencer le champ politique afin qu'émerge un Etat réformé où règnent la démocratie, la justice, le droit et la prospérité pour tous. Il est tant que l'on prenne notre destin en main Christian

Penda Ekoka



MUSA USMAN / L'ESPRESSO

du cabinet civil] m'a demandé si je voulais être ministre ou directeur général de l'une de nos grandes entreprises d'État, raconte Penda Ekoka en évoquant les circonstances de sa nomination comme conseiller du chef de l'État. Mais cela ne m'intéressait pas. » Après deux années de travail sans contrepartie – une étrangeté au Cameroun, où tout se monnaie – dans l'ombre de Belinga, Christian Penda Ekoka se voit proposer en 2010 ce poste qu'il dit n'avoir jamais convoité. Très critique envers le système, il accepte néanmoins « pour changer les choses de l'intérieur ».

En huit ans, il rédige une centaine de notes sur des sujets aussi divers que la promotion du bilinguisme – avant la crise anglophone –, le rétablissement d'une liaison ferroviaire expresse entre Yaoundé et Douala, la renégociation des droits de transit du pipeline Tchad-Cameroun...

« Biya lit toutes les notes qui lui sont adressées », dit Penda Ekoka, qui sait que ses recommandations n'ont pas toujours été suivies, et c'est peu dire !

Aux premières semaines de la crise anglophone, il a ainsi appelé en vain à l'ouverture de négociations, y compris avec les sécessionnistes.

« Prôner la sécession, c'était simplement adopter une position extrême de négociation. On aurait pu trouver des compromis et éviter l'escalade dans la violence. » Il ajoute que cette crise aura été une occasion manquée de réformer les institutions, en optant par exemple pour une autonomisation profonde des régions.

Ni aigri ni frustré

Penda Ekoka reproche aussi à l'exécutif de laisser libre cours à la corruption en tardant à faire appliquer l'article 66 de la Constitution, qui impose aux personnes occupant de hautes fonctions dans l'administration de déclarer leur patrimoine. « Des fonctionnaires blanchissent en toute impunité, notamment dans l'immobilier, l'argent qu'ils détournent. Ils construisent des immeubles de standing aux loyers prohibitifs qui restent vides. Les propriétaires sont pourtant connus ! » Et d'ajouter : « Ce

qui manque au Cameroun, c'est une classe politique responsable, qui s'exprime vraiment au nom de la population. Il n'y a pas chez nous, comme au Sénégal, un personnel politique varié de remplacement. »

Père de trois enfants, deux fois grand-père, ce conseiller pas comme les autres travaille depuis un an à la mise sur orbite, en dehors du RDPC, d'un mouvement, Agir, qui entend influencer la politique camerounaise et pousser les mentalités à changer. À ceux qui lui font remarquer qu'il aurait pu contribuer à l'élaboration du programme du candidat Biya, il rétorque : « Pourquoi me battrais-je pour un candidat que je ne soutiens pas ? »

Pour oser quitter ainsi le camp présidentiel, n'aurait-il pas quelque aigreur, comme l'affirment ses détracteurs ? « Ni aigreur ni frustration. Mes convictions reposent sur des faits et non sur la colère. » A-t-il conscience que ce retrait est un suicide politique ? « Être conseiller n'est pas mon oxygène. On ne fait rien d'extraordinaire la peur au ventre. » 